

Discours World Energy Council (WEC 2010)

Thème du jour : Acceptabilité

**« Des solutions énergétiques durables
pour l'humanité et la planète »**

15 septembre 2010, Montréal

20 minutes

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les délégués,

C'est un grand plaisir et un véritable honneur pour moi d'avoir l'opportunité de m'exprimer devant vous ce matin. Je tiens à remercier Pierre Gadonneix de son invitation et le féliciter, ainsi que ses équipes, pour l'organisation de ce rendez-vous important.

Nous sommes tous ici parce que l'énergie est au cœur de nos vies.

Sujet fascinant, irritant, transformant, frustrant, mais toujours enthousiasmant.

L'énergie est le moteur de la transformation depuis le XIXème siècle.

Nous venons tous d'horizons très divers, sur le plan géographique, comme de la diversité énergétique.

Nous sommes managers, politiques, industriels, universitaires : c'est tout ça ...le WEC, et c'est ce qui le rend unique!

Je voudrais tout particulièrement saluer mes collègues des Comites Nationaux, qui animent, avec passion et dévouement, le dialogue dans chacun des pays.

J'ai personnellement assisté à trois CME : Sidney en 2004, Rome en 2007 et Montréal aujourd'hui.

Que de choses ont changé depuis 6 ans dans les activités d'AREVA, le nucléaire et les Renouvelables!

À Sidney, la question se posait du maintien de la base installée. L'Allemagne avait décidé de renoncer au nucléaire, au motif que c'était dangereux, mais avec 20 ans pour fermer les centrales, ce qui, vous l'admettez, était assez paradoxal si le danger était si grand !!!

L'Italie et la Suède avaient, elles aussi, renoncé à tout développement électro-nucléaire quelques années auparavant.

Certes, le Japon, la Corée et la Chine poursuivaient leurs investissements, mais la seule leur venait des États-Unis, ou

avait commence le programme d'allongement de la durée de vie des centrales en fonctionnement. Ces dernières étaient devenues extrêmement rentables.

A cote du nucléaire, le prix du pétrole était a un niveau relativement bas ; les renouvelables, totalement marginalises. Quant au changement climatique, c'était encore un sujet pour spécialistes, non présent dans le débat public.

Notre Congres de Rome – le lieu y est peut-être pour quelque chose ! – a acte la renaissance du nucléaire. La base installée est devenue une évidence. On commence même a parler de nouvelles constructions, avec la Finlande qui avait annonce depuis peu la relance de son programme nucléaire pour des raisons économiques, environnementales et de sécurité énergétique

Et aujourd'hui, a Montreal, que constatons-nous ? Que l'Allemagne, après la Suède, renonce a renoncer. Que l'Italie se prépare a la relance de son programme nucléaire; que deux réacteurs de troisième génération, des EPR, sont en chantier dans l'Union Européenne, et que la Chine, l'Inde et les Etats-Unis notamment confirment leur programme.

On constate aussi l'arrivée de nouveaux entrants. Ce sont des pays dont les besoins en énergie de base sont croissants, et qui décident de ne pas tout miser sur le pétrole et le gaz, voire, lorsqu'ils en sont eux-mêmes producteurs, de les réserver à l'exportation.

Disons les choses...ces nouveaux entrants, qui partent de zéro dans le nucléaire, ne représenteront que 15 à 20% des nouvelles constructions.

80% des centrales vont être construites dans des pays qui ont déjà du nucléaire et des expertises industrielles locales pour les faire fonctionner.

On le voit bien, de Sidney à Rome, et de Rome à Montréal, la situation a considérablement évolué. D'autant qu'aux défis énergétique et climatique, auxquels le monde faisait déjà face, s'est greffée une crise financière et économique.

La situation s'est aggravée. Le défi énergétique demeure, amplifié par l'extraordinaire croissance démographique des pays émergents, qui devrait entraîner un doublement de la consommation électrique mondiale d'ici à 2050.

La question qui nous est posée est la suivante : **quelles solutions énergétiques mettre en œuvre pour assurer la satisfaction des ces besoins croissants tout en préservant**

nos ressources naturelles et le climat, et tout en restant compétitif ?

Il y a, en effet, **deux urgences** auxquelles nous sommes confrontés : bien sûr, il y a **l'urgence climatique, mais aussi l'urgence d'un accès plus équitable à l'énergie**. C'est un enjeu majeur ! Aujourd'hui encore, près de 2 milliards de personnes n'ont simplement pas accès à une source d'énergie abordable et fiable. Vivre sans électricité, c'est réduire son espérance de vie par deux ! Voilà le premier défi que nous devons relever !

L'énergie est indissociable du développement. Trop de pays sont passés à côté des deux premières révolutions énergétiques, celle du charbon, puis celle du pétrole et de l'électricité. **La troisième révolution de l'énergie doit être l'occasion pour tous de s'engager sur la voie d'un développement durable.**

[Pas « UNE solution » mais « des solutionS »]

La vérité est qu'il n'existe pas de solution unique, pas de solution miracle qui assurerait à elle seule la transition vers l'économie décarbonée dont notre planète a besoin.

La réponse réside dans un portefeuille équilibré de solutions, à commencer par les énergies disponibles, qu'il est absurde d'opposer les unes aux autres : énergies fossiles, là où l'on ne peut pas s'en passer, renouvelables bien sûr, et nucléaire quand ce choix est approprié. Elles ont toutes leurs avantages et leurs inconvénients. A chaque énergie, ses usages !

Rien non plus ne se fera sans des efforts considérables en matière d'efficacité énergétique et de R&D.

Oui, Mesdames et Messieurs, j'ai bien dit nucléaire ET renouvelables. Ces différentes technologies ne sont pas incompatibles. Au contraire, elles se complètent et se renforcent !

Le nucléaire permet de produire de l'électricité de façon continue, pour fournir la base, alors que l'essentiel de la production renouvelable est intermittente. Si le nucléaire contribue à répondre à l'ampleur du défi, les renouvelables peuvent, dans une certaine mesure, répondre à l'urgence du problème : quelques mois peuvent suffire entre la décision de construire une ferme solaire et sa mise en service.

Nucléaire et renouvelables sont donc des réponses complémentaires. C'est pourquoi AREVA est très impliqué

dans le développement de « *Clean Energy Parks* », des parcs d'énergies sans CO₂, qui ont précisément vocation à accueillir sur le même terrain production nucléaire et renouvelable.

Je me réjouis d'ailleurs de la signature en juillet dernier d'un accord pour le développement d'un tel parc dans la province du Nouveau Brunswick. Vous le voyez, cette complémentarité entre nucléaire et renouvelables est loin d'être un simple message marketing.

[Un impératif : l'acceptabilité publique]

Vous l'aurez compris, ma conviction est qu'il nous faut poser un autre regard sur les questions énergétiques.

Cela passe par la **transparence et dialogue**.

Le nucléaire, les éoliennes ou les lignes à haute tension, sont des sujets qui font traditionnellement débat, et pour lesquels, chez AREVA notamment, nous avons, au fil du temps, nourri un dialogue constant avec nos parties prenantes.

Aucun grand projet énergétique ne peut se développer aujourd'hui sans acceptation publique. Bien sûr, cette responsabilité revient avant tout au politique, qui organise et fait

vivre le débat démocratique. Mais, je vous parle d'expérience, l'industriel y a aussi une part **majeure**.

Quand j'ai rejoint l'industrie nucléaire il y a 11 ans, j'ai fait installer des webcams dans notre usine de traitement de combustibles usés de La Hague. J'ai voulu ainsi ouvrir les portes et fenêtres de ce qui s'apparentait alors, pour l'opinion publique, à un bunker. AREVA continue d'organiser très régulièrement des débats avec tous les représentants de la société civile qui le souhaitent, y compris les opposants au nucléaire. A l'étranger, en particulier dans les pays émergents, cette attention portée aux populations se traduit par une attitude responsable d'intégration dans les territoires quelles que soient nos activités.

Ecouter les citoyens, entendre leurs attentes, dialoguer, sont trois des clés fondamentales du succès pour tout projet énergétique. Il en est aussi une quatrième : c'est la capacité de notre industrie **à rendre des comptes**. Rendre des comptes... en matière de sûreté et d'environnement bien sûr, mais aussi en matière sociale et sociétale, pour aider à bâtir la confiance et faciliter l'acceptation de nos projets et activités.

C'est d'ailleurs le sens d'une résolution qui sera présentée, demain, en Assemblée plénière, par les « Jeunes et Futurs

Dirigeants en Energie », programme initié par le WEC. Et j'aimerais profiter de cette tribune pour saluer publiquement cette belle initiative à laquelle j'apporte mon soutien total et entier.

Ignorer le citoyen, ignorer ses questions et ses peurs, toujours légitimes, c'est encourager l'émergence de l'irrationnel, encore trop présent dans le débat énergétique. Un irrationnel qui conduit aujourd'hui certaines institutions internationales à nier l'énergie nucléaire.

A cet égard, **je voudrais rappeler certains faits :**

- **Le nucléaire est une énergie compétitive** choisie par des électriciens publics et privés, dans des pays à tradition interventionniste comme à tradition libérale.

Cette compétitivité s'explique facilement : une fois la centrale électrique construite, **le coût de l'électricité produite est faible et extrêmement stable**. Le combustible (l'uranium) ne représente environ que 5 % du coût de production global ! Contrairement aux énergies fossiles traditionnelles, le coût du MWh nucléaire est presque insensible à la variation des coûts de la matière première. **Une hausse de 50% du prix de l'uranium, du charbon ou du gaz conduirait à une**

augmentation de seulement 3% du prix du MWh nucléaire, contre 20 et 38% respectivement pour le charbon et le CCG. Vous le voyez, une fois la centrale construite, le prix reste le même pour les 60 prochaines années !

C'est un élément déterminant pour la croissance économique future. N'oublions pas qu'une énergie chère, couplée à un coût du travail et un niveau de taxes élevés, est une entrave considérable à la compétitivité !

Sans compter la détermination d'un prix du carbone qui améliorerait encore la compétitivité relative de la technologie nucléaire ! En Europe, de nombreuses études ont cherché à mesurer l'impact de l'évolution du prix du carbone, des combustibles fossiles ou de la demande électrique sur le prix des différentes technologies de production d'électricité. Leurs conclusions reconnaissent **le nucléaire parmi les solutions les moins chères du marché !**

- **Mais il ne suffit pas qu'une solution soit compétitive, il faut aussi qu'elle soit sûre.**

Si un enseignement doit être tiré de l'explosion qui s'est produite sur la plateforme DeepWater Horizon, c'est bien que

les préoccupations de sûreté doivent être au cœur de toute politique énergétique responsable.

La culture de l'industrie nucléaire place la sûreté en tête **de toutes nos préoccupations. Elle participe de toutes nos décisions.**

Construire selon les standards les plus élevés disponibles est une nécessité, un devoir pour nous-mêmes comme pour les générations futures. C'est pourquoi AREVA a développé ses réacteurs de génération III+, tels l'EPR, l'ATMEA, le KERENA, comme des réacteurs post-Tchernobyl et post-11 septembre : imaginez une énorme boîte en béton dont rien ne peut sortir et que rien ne peut pénétrer, pas même un avion de ligne !

Nous sommes là aussi dans une logique de progrès continu, soutenu par effort considérable dans la Recherche et le Développement. **AREVA consacre 9% de son chiffre d'affaires à la R&D.** Environ **1 milliard d'euros chaque année** parce que nous pensons que l'innovation fait la différence ! Le degré de tolérance de l'opinion publique est égal à zéro. C'est pourquoi il nous faut toujours continuer à progresser, et c'est pourquoi, aussi, depuis 25 ans, cette industrie n'a subi aucun incident significatif.

A l'échelle internationale, le choix de mettre la sûreté au premier plan implique de promouvoir l'harmonisation des standards internationaux de sûreté. Il s'agit de s'assurer qu'il n'y a pas un nucléaire « *low cost* » d'un côté, et un nucléaire « *high standards* » de l'autre.

Il est également essentiel que les procédures de certification soient unifiées, a tout le moins, par grandes régions. Je prends souvent comme exemple de comparaison l'industrie aéronautique : quand un Airbus est certifié en France, il l'est dans tous les pays de l'Union Européenne.

Un modèle de réacteur nucléaire, qui serait construit dans chaque pays de l'Union, devrait aujourd'hui se soumettre à la certification de 27 Autorités de Sûreté. A espace comparable, il n'est soumis au contrôle que d'une seule structure, aux Etats-Unis comme en Chine. Il y a la une piste de progrès !

Je veux aussi répéter que **développement de l'énergie nucléaire ne signifie pas développement de la prolifération.**

Dire que plus de nucléaire engendre plus de risques de prolifération est une erreur historique !

Je vous le dis solennellement : jamais, chez AREVA, nous n'irons nous fourvoyer à vendre une technologie sensible à un pays suspect. ..Alors que le marché et l'avenir du nucléaire sont

dans les pays qui respectent toutes les conventions nucléaires internationales.

Les industriels du nucléaire et leurs clients électriciens sont des gens responsables et sensés. Ils n'ont qu'un seul objectif : **produire de l'énergie sobre en CO2 dans des réacteurs sûrs, avec des solutions économiquement efficaces et durable.**

- Dernière idée reçue battue en brèche : **la question des déchets nucléaires** qui serait sans solution.

C'est faux : la solution, elle existe en France depuis plus de trente ans, et également au Royaume-Uni et au Japon, elle s'appelle le **recyclage** et elle permet de **réduire le volume des déchets ultimes par 5 et leur radiotoxicité par 10**. Bien sûr, on peut encore faire mieux, et nous y travaillons. Mais d'ores et déjà, je peux vous dire combien nous sommes fiers chez AREVA de contribuer à apporter une réponse technique à cette question éminemment politique.

*

Mesdames et Messieurs, à sa mesure, le groupe industriel que je préside tente d'apporter un portefeuille de solutions énergétiques compétitives, sûres et durables pour répondre de façon adaptée et pérenne aux besoins de ses clients.

Car **les grands défis** - énergétique, climatique, économique - **de demain**, demandent des solutions **aujourd'hui**. Des solutions qui fassent appel à ce que vous appelez très justement, ici au Québec, le « **gros bon sens** ».

C'est bien à cela que nous appelle ce XXIème Congrès de l'Énergie. Regarder plus loin ensemble et prendre nos responsabilités collectives, pour pouvoir répondre présents au Rendez-vous de l'Histoire !

Je vous remercie de votre attention et suis à votre disposition pour répondre à vos questions.